

Compte rendu

Ouvrage recensé :

DUMOULIN, André. *La France militaire et l'Afrique. Coopération et interventions : un état des lieux*. Bruxelles, GRIP, Éditions Complexe, 1998, 136 p.

par Bandeja Yamba

Études internationales, vol. 30, n° 4, 1999, p. 832-834.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/704102ar>

DOI: 10.7202/704102ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

faire » a été trop souvent privilégiée, les auteurs en appellent à la recherche de régulations internationales fondées sur le dialogue.

L'ouvrage de Barry Buzan et Eric Herring est intéressant, parfois un peu redondant et pas toujours très clair. On peut s'interroger sur le faible poids accordé au modèle de Richardson et à ceux qui l'ont suivi (Intriligator-Brito ou Wolfson). L'ouvrage oublie un peu trop les considérations économiques de la dynamique aux armes, dans un contexte dominant de globalisation économique. Cependant, ces quelques critiques ne remettent pas en cause l'utilité de ce livre de la période moderne, celle qui a commencé en 1990 avec l'effondrement du système socialiste

Jacques FONTANEL

Faculté de droit
Université de Grenoble, France

La France militaire et l'Afrique. Coopération et interventions : un état des lieux.

DUMOULIN, André. Bruxelles, GRIP,
Éditions Complexe, 1998, 136 p.

L'historien André Dumoulin analyse la gestion de la coopération militaire française avec les pays de l'Afrique subsaharienne depuis les quarante dernières années. Il présente des pistes de réflexion critique de la coopération militaire et des interventions françaises en Afrique et, il fait des propositions pour une coopération adaptée à la nouvelle situation géopolitique.

Le livre comprend quatre chapitres : chapitre 1 : « La coopération militaire France-Afrique : état des lieux » ; cha-

pitre 2 : « Les acteurs de la coopération militaire » ; chapitre 3 : « Pistes de réflexion critique » ; chapitre 4 : « Vers une nouvelle coopération militaire ». En complément, figurent des annexes portant sur les principales installations, les unités et effectifs de prépositionnement, les listes de principaux accords de coopération et des interventions militaires majeures de la France en Afrique.

L'idée directrice qui ressort de ce livre est la suivante : l'Afrique a toujours constitué pour la France une « zone d'influence » lui permettant la continuité des relations franco-africaines postcoloniales. C'est pourquoi cette ancienne puissance coloniale a signé des accords de coopération militaire avec un grand nombre de pays africains couvrant plusieurs domaines : la défense, l'assistance militaire technique, le maintien de l'ordre et le déploiement des forces françaises sur le continent.

Les objectifs de ces accords de coopération sont d'ordre politique et diplomatique (renforcer la stabilité politique interne en Afrique en préservant certains pays de rivalités ethniques ; donner à ces pays africains des garanties contre les agressions armées extérieures tout en maintenant leurs dépenses militaires à un niveau modeste). Les objectifs sont également d'ordre militaire et stratégique (faire des pays africains signataires un facteur de puissance ; un élément de prestige ; se positionner face à l'expansion de l'islamisme ; disposer d'une série de plates-formes aéroterrestres ; permettre la protection et l'évacuation des ressortissants occidentaux éventuellement menacés en Afrique ; permettre aux agents du développement et aux opérateurs économiques d'œuvrer en toute

quiétude). Il y a aussi des objectifs d'ordre culturel (diffuser la culture française par le biais de la formation dispensée aux cadres officiers, officiers subalternes et sous-officiers étrangers). Enfin, les objectifs sont d'ordre économique (vente d'armes directes, transfert de technologie, coopération militaro-industrielle ; faciliter l'implantation des entreprises françaises en Afrique subsaharienne en faisant de celle-ci le deuxième pôle d'investissement français après l'Amérique du Nord.

Certes, la coopération militaire française a apporté une expertise, une formation et une connaissance particulières aux forces armées des pays africains signataires de ces accords. Cependant, ces savoir-faire dispensés ont eu peu d'influence sur le comportement des militaires africains et n'ont pas transformé ces armées tropicales en corps républicains au service des citoyens. Les raisons citées par l'auteur sont nombreuses : la non-intégration des notions de défense et de culture des droits de l'homme au sein des forces armées ; le contexte d'affrontement Est-Ouest, en grande partie inopérant dans l'environnement africain, tout en étant issu de la tradition et des modèles français ; la mentalité militaire ; les réticences de la hiérarchie et les besoins définis par les autorités autochtones ne prédisposent pas à insister sur ces domaines. D'autres facteurs explicatifs sont les structures sociales et ethniques, les difficultés économiques et la personnification des chefs d'État. « En Afrique subsaharienne, les armées sont souvent sous le contrôle d'une élite qui bénéficie du contrôle absolu des organes de répression (brigade présidentielle, police secrète, unités d'élite de l'armée, or-

ganisations paramilitaires, milices ethniques (p. 66) ». Par ailleurs, la coopération militaire française crée une dépendance d'ordre matériel et scientifique, tout en accentuant la subordination due aux limites financières et technologiques des pays africains.

La gestion de la coopération militaire se bute à la concurrence entre acteurs officiels (ministères, Défense nationale, Coopération, le Quai d'Orsay, le Secrétaire général de la défense nationale, l'Élysée, les secteurs de renseignements) et officieux (les réseaux occultes dans lesquels se mêlent paternalisme, affairisme et interventionnisme). Qui contrôle, qui exécute, qui conçoit et élabore la coopération militaire ?

Ce dysfonctionnement entre organes officiels de décision et des réseaux occultes a abouti à une lecture biaisée de la politique militaire de la France en Afrique notamment, la recherche de la stabilité, quel qu'en soit le prix, et la protection des régimes impopulaires. Les circonstances et les motivations des interventions militaires françaises sont également analysées : défense de l'intégrité territoriale du partenaire africain ; soutien à un partenaire africain en proie aux troubles internes ; soutien à un changement de régime ou de politique et abandon des chefs d'État peu crédibles ou nuisibles ; bénéficier de nouveaux emplacements avec avancées militaires dans le cadre d'une vision géopolitique élargie de la place de la France sur le continent où certains pays deviennent « des remparts à la zone anglophone ».

Plusieurs phénomènes tels la décomposition étatique en Afrique, les nouveaux besoins de la démocratie, la révolution géopolitique avec la fin

de la guerre froide ; l'affaiblissement de la capacité de la France à gérer adéquatement les problèmes africains sur un mode bilatéral et l'abandon de certains de ses attributs de souveraineté à l'Union européenne contraignent la France à revoir sa politique de coopération militaire et sa politique africaine. L'«européanisation» et l'«africanisation» de la sécurité sont deux voies inéluctables d'avenir selon l'auteur. D'une part, l'eupéanisation de la coopération devrait permettre de lever en partie les interrogations sur le caractère désintéressé des buts poursuivis par la France et de faciliter la cohérence de l'ensemble, ainsi que de mieux gérer les ressources et partager les responsabilités. D'autre part, l'eupéanisation de la coopération permettrait de protéger Paris de chantages incessants de ses alliés subsahariens. Enfin, l'eupéanisation de la coopération peut amener à réduire l'«américanophobie» française, mais cela passe par une nouvelle génération de responsables et de techniciens français capables de participer à une autre conception des relations avec le continent africain. Quant à l'africanisation de la sécurité, elle passe par une aide intra-européenne à l'édification, à l'organisation et à la mise en œuvre d'une force interafricaine de maintien de la paix et d'interposition. «L'idée centrale est que la communauté internationale doit aider l'OUA à se donner les moyens humains, matériels et financiers d'une force de «police» afin d'intervenir rapidement là où cela s'avère nécessaire, de se substituer à des autorités nationales défaillantes et d'imposer à ses membres le respect des droits de l'homme, ainsi que leur capacité de contrôle et d'intervention dans tous les pays où

des personnes déplacées ou réfugiées, rentrant chez elles, doivent pouvoir se réinstaller dans des conditions acceptables, dignes d'un être humain.»

Destiné au public français ainsi qu'aux responsables de la coopération française, le livre d'André Dumoulin est néanmoins une contribution à la compréhension de la coopération militaire française en Afrique. Il invite ces derniers à décoloniser la coopération, à réformer les structures institutionnelles, à modifier les perceptions et à inventer un nouveau partenariat entre la France et le continent africain et entre l'Europe et l'Afrique. Bref, c'est un excellent ouvrage de synthèse qui mérite d'être connu par toutes les personnes intéressées à la question militaire en Afrique en cette fin de vingtième siècle.

Bandeja YAMBA

Département d'histoire
Université du Québec à Montréal

L'Union de l'Europe occidentale, Phénix de la défense européenne.

DUMOULIN, André et Éric REMACLE.
Bruxelles, Éditions Émile Bruylant,
Coll. « Organisations internationales et
relations internationales », 1998,
628 p.

La publication en 1998 – 50 ans après la fondation de l'Union occidentale devenue en 1954 l'Union de l'Europe occidentale (UEO) – d'un ouvrage sur la seule organisation européenne compétente dans le domaine de la défense n'est pas le fait du hasard. Outre le sérieux de la collection dans laquelle il paraît et celui des deux auteurs dont les compétences sont reconnues dans le domaine de la sécurité et des questions stratégiques – A. Dumoulin est attaché de recherche à l'Institut euro-